

n° 4053
LUCIA V

A.P.E.P.



Agence de Presse Espagne Populaire

1-FEVRIER-1973

BULLETIN D'INFORMATION

EDITION FRANCAISE

N° 21

SOMMAIRE

LUTTES OUVRIERES: LA LUTTE AU PAYS BASQUE PENDANT CES DERNIERS MOIS.....p 1
 LUTTES OUVRIERES EN ANDALOUSIE.....p 4
 LUTTES OUVRIERES EN CATALOGNE.....p 5
 AUTRES LUTTES OUVRIERES.....p 6
 LUTTES POPULAIRES.....p 7
 L'IMPERIALISME YANKEE ET LE REGIME FRANQUISTE.....p 10
 CONDITIONS DE VIE DU PEUPLE ESPAGNOL.....p 11
 ACTUALITE POLITIQUE.....p 12

LUTTES OUVRIERES

LA LUTTE OUVRIERE AU PAYS BASQUE PENDANT CES DERNIERS MOIS

St. Sebastien, 21 Janvier 1973. (Chronique envoyée par l'OSO du Pays Basque).--
 Depuis la fin de l'été a commencé à se manifester parmi la classe ouvrière du Pays Basque un important désir d'obtenir des augmentations de salaire et une disposition à la lutte qui augmentait au fur et à mesure que s'approchait la date du renouvellement de nombreuses conventions collectives.

Les diverses organisations syndicales antifascistes ont fait connaître leurs programmes revendicatifs respectifs à la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre. Les Commissions Ouvrières soutenaient augmentation de salaire de 70 pts par jour, 25 jours de vacances payées, etc. Les Comités Ouvriers dans leur plateforme soutenaient les mêmes points, plus la semaine de 40 heures. L'Opposition Syndicale Ouvrière relance sa plateforme qui, en plus des revendications particulières de la classe ouvrière au Pays Basque, pose les points les plus importants de son programme national tels que- Salaire minimum quotidien de 500 pesetas; semaine de 40 heures; un mois de vacances payées, échelle mobile des salaires; assurance contre le chômage, l'accident et la maladie avec 100 % du salaire; à travail égal salaire égal, etc. Toutes ces plateformes commencent à être connues par les travailleurs au début du mois de Novembre.

La première étincelle éclate en Navarre, dans l'usine SUPER SER où les ouvriers exigeaient une augmentation de 24.000 pesetas par an. Comme la direction n'acceptait pas cette revendication, les arrêts de travail commencèrent le 2 novembre et se prolongèrent jusqu'au 8, jour où les ouvriers reprissent le travail après avoir obtenu une augmentation de 21.000 pesetas par an. Il faut souligner que dans cette entreprise toute la lutte a été menée en dehors du syndicat vertical-fasciste.

Biblioteca de Comunicacion
CEDOC

Après ce furent les travailleurs de chez MOTOR IBERICA qui se lancèrent dans la lutte le 3 Novembre à cause du renvoi d'un travailleur. La grève dura jusqu'au 7 et se termina par la réadmission de l'ouvrier licencié.

A la suite de cela, les ouvriers de l'usine "LA LANERA" de Renteria (Guipuzcoa) le 6 Novembre, face à la politique arbitraire de la direction qui veut augmenter le salaire quotidien d'un petit nombre d'ouvriers seulement se déclarent en grève unanimement. La direction manoeuvre alors: d'abord elle assure qu'il est impossible d'augmenter les salaires à cause de la situation financière et le lendemain, devant la combativité et l'unité des ouvriers, elle offre une augmentation de 20 pts. sur le salaire et 30 sur la prime de productivité mais en même temps, elle menace de sanctions ceux qui continuent à faire grève et appelle à son aide le "syndicat" vertical-fasciste. Les travailleurs reprennent le travail car des divisions surgissent entre eux mais le lundi 20 Novembre, ils déclenchent de nouveau une grève et la direction se voit obligée de concéder, sans conditions, une hausse de 30 pts sur les salaires et 20 sur les primes. Pendant la lutte, les délégués syndicaux ont démissionné en bloc.

- Le 13 du même mois, les ouvriers de chez PEQUIN (ECHEVERRIA SA) de Renteria se mettent en grève en signe de solidarité avec deux ouvrières de la section d'emballage qui avaient été sanctionnées parce qu'elles refusaient de signer les fiches de contrôle à cause des irrégularités que celles-ci contenaient. Les ouvriers forment une commission qui alla parler avec la direction. Là, une fois lancé le mouvement, les grévistes réclament non seulement la levée des sanctions prises contre leurs deux camarades mais en plus 80 pts d'augmentation de salaire par jour. La direction n'accepte pas cette proposition et essaie d'éluder le problème. Les travailleurs répondent en organisant une assemblée le 15. Devant l'attitude combative des ouvriers la direction ferme l'entreprise jusqu'au samedi 18 et le lundi suivant, elle offre une augmentation de 46 pts, ce qui provoque la division des grévistes, certains décidant de reprendre le travail. La grève se termine pour cette raison, les ouvriers ayant obtenu moins de ce qu'ils espéraient bien que la direction ait promis une discussion postérieure sur l'augmentation de 80 pts.

- Le même jour que chez "Pequin" commença la lutte chez MASTI (CONTADORES), lutte qui se préparait depuis le début de Novembre. Là les délégués du syndicat vertical (complètement discrédités, car au cours des "élections syndicales", seuls votèrent 8 ouvriers sur 400) essayèrent de manoeuvrer pour gagner du prestige en réclamant à la direction une augmentation de 75 pts par jour, c'est-à-dire plus même que ce que réclamaient les Commissions Ouvrières mais la direction ne répondit même pas à cette pétition. Les travailleurs de la section de Mécanique de l'usine de Renteria se mirent alors en grève et toute l'usine arrêta le travail. Le lendemain, une assemblée eut lieu où furent démasqués les "représentants syndicaux" qui ne représentent personne. Ce même jour, le 14 Novembre, l'usine de Herrera se met en grève aussi. Au total, il y a quelques 1.400 grévistes. Le jeudi 16, une autre assemblée est organisée pour décider de la position à adopter devant la reprise du travail - d'une partie des ouvriers de chez Herrera à cause des menaces continuelles des patrons et des manoeuvres du syndicat vertical-fasciste. Les ouvriers décidant de continuer la lutte, le jeudi 16 l'après-midi, la direction ferme l'usine jusqu'au lundi 20. Ce jour-là les ouvriers décident au cours d'une assemblée de continuer la grève et la direction referme l'usine pour une autre semaine et menace de renvois définitifs tandis qu'elle fait appeler individuellement les délégués syndicaux et les ouvriers les moins politisés pour qu'ils reprennent le travail. La division se crée ainsi parmi les ouvriers et la direction en profite pour renvoyer 24 grévistes. La grève se termine ici par un échec. Devant les expulsions, l'O.S.O. a distribué le 15 Décembre dans les usines de la région un tract appelant à la lutte, à des arrêts de travail et des assemblées dans les usines pour obtenir la réadmission des licenciés, tandis que les Commissions Ouvrières ont préféré recourir à la Magistrature du Travail pour obtenir que l'on intente un procès à l'entreprise. Ce fut ce critère qui s'imposa, les ouvriers étant divisés. La Magistrature, un mois après, au cours du procès, se détermina en faveur de l'entreprise.

- Chez PAISA (500 ou), les travailleurs, à l'approche de la date de renouvellement de la Convention collective, élisent une commission de représentants pour traiter avec la direction. La commission réclame une augmentation de 80 pts par jour, deux paies extraordinaires égales à un mois de salaire et une semaine de 44 heures de travail. La commission donne à la direction un délai de 4 jours pour répondre. Biblioteca de Comunicación
Lima, Perú, 1972 apparaît une note de la direction où elle annonce une augmentation de salaire de 1.500 pts par mois et les deux paies supplémentaires. A cette nouvelle les ouvriers

organisent une assemblée et comme il n'est pas dit clairement si l'augmentation est "nette" (une fois déduites cotisations, impôts, etc) ils décident d'arrêter le travail jusqu'à ce que la direction éclaire ce point. Quand elle déclare que l'augmentation est "nette", la grève se termine par un triomphe relatif.

- A la mi-novembre, les travailleurs de chez CONTADORES DE BIEDEURETA cessèrent le travail aussi pour des revendications de salaire et le 14, les ouvriers des ateliers ANSO-BARACALDO (des Hauts Fourneaux de Biscaye) cessèrent le travail aussi pour exiger une augmentation de la prime de productivité.

- A la suite de cela, à la fin du mois de Novembre, les travailleurs de chez RAMON VIZCAINO (1.000 ouvriers et usines à Oyarzun et Herrera) organisent plusieurs assemblées et élisent une commission qui présente les revendications à la direction. Celle-ci cède rapidement pour éviter la grève et concède une augmentation de 60 pts par jour et 10 de plus à partir du mois d'avril.

- Les ouvriers de l'usine MEDASA (située à Herrera) se lancent immédiatement dans la lutte pour une augmentation de 100 pts par jour. La grève commence le lundi 27 Novembre. Le jeudi 30, la direction ferme l'usine pour le reste de la semaine et accorde en même temps une augmentation de 56 pts par jour. Le lundi suivant, les ouvriers reprennent le travail sous les menaces de la direction mais en refusant de faire des heures supplémentaires et en observant un rythme de travail plus lent.

- Dans l'usine LA GIRONDINE (Rentoria) les ouvriers commencent la grève le lundi 4 Décembre pour obtenir une augmentation de 80 pts par jour. Plusieurs assemblées sont organisées et une commission est élue pour discuter la direction. La grève dure une semaine sans que les patrons répondent. Le lundi suivant commencent les menaces qui se heurtent à la volonté des ouvriers qui jusqu'à ce moment là étaient unis. Le jeudi 14 la direction change de tactique et accorde aux travailleurs une augmentation de 55 pts par jour en même temps qu'elle menace de fermer l'usine au cas où cette augmentation ne serait pas acceptée. Les hésitations commencent alors et les ouvriers n'arrivent pas à un accord et reprennent le travail.

- A la fin du mois de Novembre, à l'usine "GAC" de Eibar, les 450 travailleurs ont exigé une augmentation générale pour tous les échelons de 30% du salaire, et ils exigeaient une réponse de la direction pour le 4 décembre. Comme ils n'ont pas obtenu satisfaction, les ouvriers se sont déclarés en grève le 7 de ce mois.

- A cette date, les 330 ouvriers de chez IDESA (de Erna) avaient réclamé une augmentation de salaire de 10 pts de l'heure. Comme la direction n'acceptait pas, les arrêts de travail commencèrent le 6 Décembre et continuèrent le lendemain. La direction accorde 9 pts et une partie des grévistes reprennent le travail tandis que d'autres continuent mais manquant d'unité, ils sont obligés de terminer la grève.

- Le 10 Décembre, 350 ouvriers se déclarent en grève chez AGUIRRE Y ARANZABAL de Eibar parce qu'ils n'ont pas obtenu de réponse de la direction à leurs revendications consistant en une augmentation de 1600 pts par mois.

- Le 18 Décembre, c'est le tour des 90 travailleurs de MICROMECHANIC de Pampelune qui réclamaient 36.000 pts d'augmentation par an: 100 pts de plus par jour, une semaine de 40 heures, des contrats fixes, etc. La direction a répondu en mettant à pied pour 3 jours tous les ouvriers sans que pour cela ceux-ci abandonnent la lutte. Le jeudi 28, la direction a commencé à licencier: 6 ouvriers de l'équipe du matin, 15 de l'après-midi et le lendemain l'ensemble des ouvriers.

La situation devient tendue car simultanément se développent ou commencent des luttes dans d'autres entreprises à l'occasion du renouvellement de conventions collectives:

- A Bilbao, 3.000 ouvriers de ASTILLEROS ESPAÑOLES (usines de Olaveaga et Asua) observèrent plusieurs arrêts de travail à la fin du mois de Décembre et le 2 janvier: ils furent mis à pied pendant une semaine.

- Mais surtout c'est à Pampelune que se concentre la lutte ces jours-ci: chez IMENASA à cause de la Convention et des élections syndicales les ouvriers se mobilisent pour le boycott du syndicat vertical et pour un salaire minimum de 500 pts avec échelle mobile, la semaine de 40 heures, un mois de vacances payées, des contrats fixes etc.

Les ouvriers de chez INDECASA se déclarent à leur tour en grève. Le 2 janvier commencent les arrêts de travail chez NORTON, tandis que chez TORFINASA la lutte, qui dure depuis quelque temps, se durcit de plus en plus.

Chez NORTON, après avoir organisé des assemblées à la fin de décembre, les ouvriers se fixent sur une revendication principale: 36.000pts. d'augmentation par an, ce que n'accepte pas la direction. Les arrêts de travail commencent le 3 et sont, très importants le 9 et 10 décembre. L'entreprise commence à céder sur quelques points: notamment, elle accorde une augmentation supérieure au pourcentage officiel de hausse du coût de la vie, mais en même temps elle durcit la position en renvoyant un ouvrier et en mettant à pied pendant 3 jours l'ensemble du personnel.

La lutte chez TORFINASA passe au premier plan. Les 120 ouvriers de cette entreprise aux mains de la famille opus-franquiste Huarte luttent depuis le mois de Décembre. D'abord ils observèrent des arrêts de travail partiels, puis ils en arrivèrent à la grève totale pour obtenir une augmentation de 3.000 pts par mois, 100% du salaire en cas de maladie ou d'accident, un mois de vacances payées, etc. La direction répondit par le renvoi de 114 ouvriers, ce qui ne diminua en rien leur unité. La situation demeurait tendue et stationnaire après 50 jours de grève consécutif quand eut lieu, le 17 janvier, la séquestration du directeur de l'entreprise, Felipe Huarte, par un commando de l'ETA. Dans un communiqué cette organisation signalait qu'elle donnait un délai de 3 jours pour que les revendications des ouvriers de chez TORFINASA soient satisfaites.

Le 18, la direction décide de réembaucher les ouvriers licenciés, lesquels au cours d'une assemblée organisée ce même jour déclarèrent qu'ils reprenaient le travail en raison de la "situation exceptionnelle" existante mais qu'ils maintenaient leurs revendications dont ils espèrent discuter avec l'entreprise quand "la situation sera normale".

Pendant ces derniers mois d'intense lutte ouvrière en Euzkadi les travailleurs ont démontré une fois de plus une grande combativité qui cependant n'a pas toujours donné les résultats qu'ils désiraient par manque d'une organisation ferme et d'une coordination des luttes, surtout à certains moments critiques où le manque d'expérience et les manipulations de la direction ont désorienté et désuni les travailleurs. La répression a été considérable mais des augmentations considérables ont été arrachées en général, surtout dans les usines où il y a eu union, décision et direction.

Le mouvement ouvrier antifasciste d'Euzkadi a tiré de grands enseignements de ces luttes. L'Opposition Syndicale Ouvrière d'Euzkadi (OSOE), malgré sa récente constitution, a participé activement depuis le début aux mobilisations, tant à l'intérieur des usines qu'à l'extérieur. Sur le plan de la propagande et de la agitation et pour généraliser la lutte et la coordonner elle fit au début de Novembre un appel général à la classe ouvrière, lui donnant des mots d'ordre concrets pour la lutte et tout au long des mois suivants elle a distribué des milliers de tracts et peint de nombreuses inscriptions dans les usines les plus importantes: LUZURIAGA, RAMON VIZCAINO, LAISA, CONTADORES DE BIEBAURETA, TORFINASA, MASTI, etc; dans ces usines les ouvriers reprirent souvent les mots d'ordre défendus par l'O.S.O.

LUTTE OUVRIÈRES EN ANDALOUSIE

Cadix. - (Chronique envoyé par l'O.S.O. d'Andalousie)

ASTILLEROS ESPAÑOLES est la seconde grande concentration d'ouvriers d'Andalousie, après celle des Mines de Rio Tinto, avec quelques 6.000 travailleurs repartis dans les usines de Cadix et de Matagorda. Cette entreprise est dominée par la société nor-américaine COMBUSTION ENGINEERING et par l'I.N.I. La politique patronale consiste concrètement à diviser la classe ouvrière. Les moyens utilisés sont, entre autres, les "contrats temporaires", alors qu'il n'y a qu'une minorité de travailleurs fixes. Dans l'usine de Cadix, il y a quelques 80 groupes de contractuels. Dans l'un d'eux, la Aguirrezabala, le contrat se terminait fin Novembre. Le 28, les ouvriers, négligeant le syndicat vertical, allèrent directement négocier avec le patronat la nouvelle Convention collective pour laquelle ils avaient élaboré une série de revendications. Aguirrezabala refusa absolument d'écouter leurs pétitions, donnant pour argument qu'il était nécessaire de passer par le syndicat vertical. Les ouvriers se mirent en grève et la direction alors les menaça et réussit à effrayer une minorité qui reprit le travail, ce qui permit au patronat de renvoyer 83 ouvriers du groupe en question, et à partir du 29, Aguirrezabala commença à réengager son contrat du nouveau personnel.

L'unique organisation syndicale antifasciste qui immédiatement répondit à cette mesure, fut l'Opposition Syndicale Ouvrière, O.S.O., par l'intermédiaire de ASTILLEROS ESPAÑOLES. Le 30, il lança massivement un tract à travers l'usine appelant à la solidarité et à un arrêt de travail partiel, en réponse, pour ce même jour.

Dans diverses sections, il y eut des arrêts de travail individuels mais l'arrêt de travail général ne fut pas obtenu. Le jour suivant, 1 Décembre le comité de l'O.S.O. distribua à nouveau un autre tract, et le 2, aussi, mais il ne réussit pas à entraîner la majorité des ouvriers. Le jour suivant était un dimanche et l'usine était fermée. Malgré les efforts de l'O.S.O., la grève fut un échec. Il y a à cela deux raisons: la division créée entre les ouvriers par le système des contrats temporaires et le manque de décision des Commissions Ouvrières qui durant ces journées ne se sont pas unies à la lutte déclenchée par la O.S.O. créant ainsi un nouveau facteur de division.

CATALOGNE: LES TRAVAILLEURS DE PLUSIEURS HOPITAUX EN LUTTE.

Barcelone. 17 Janvier 1973: Devant la lutte qu'ont menée les employés de l'INSTITUTO DE SANTA CRUZ de Barcelone, le 12 Décembre, 2 infirmiers furent renvoyés et -- plus de 90% du personnel fut sanctionné. Le 2 Janvier, 71 travailleurs de ce centre s'enfermèrent indéfiniment jusqu'à qu'on tiennent compte de leurs revendications: réadmission des renvoyés; annulation des sanctions; participation de tout le personnel à la gestion du centre; modernisation et réorganisation du système hospitalier, etc. De plus, les employés et plusieurs médecins ont dénoncé par écrit la situation de ce Centre, dépendant de l'hôpital de San Pablo, puisque la direction procède à une démolition partielle qui a pour conséquence l'entassement des malades (420 actuellement au Centre) à fin de réduire les places à 120 lits en raison de la "faible rentabilité" des malades mentaux chroniques. Le 16 Janvier tous les employés qui étaient encore enfermés furent mis à pied. De même, au début Janvier, les travailleurs et le personnel sanitaire de la CIUDAD SANITARIA DE LA SEGURIDAD SOCIAL menèrent diverses luttes pour demander des améliorations de salaire (3.000 pts d'augmentation par mois) et de conditions de travail (diminution du temps de travail, etc). Le 10 et le 11 Janvier, la police armée entra dans le centre hospitalier frappant les travailleurs et faisant plusieurs blessés. L'un d'eux fut arrêté au cours d'une assemblée. Le lendemain, les employés firent deux "sit in" avec la participation de quelques 300 travailleurs, tandis que la direction ouvrait 18 dossiers de renvoi et que, de plus, la police, ouvrait à son tour, des dossiers contre 60 employés, en les accusant de "perturber l'ordre public".

En solidarité avec cette lutte, les employés de l'Hôpital de San Pablo et ceux de l'hôpital Clinico, cessèrent le travail, et le 13 Janvier, il y eut une manifestation de soutien qui partit de l'Hôpital San Pablo. Le 15, il y eut une assemblée d'étudiants et d'employés sanitaires à la Faculté de Médecine de Barcelone. En même temps, il y en avait une autre à l'Hôpital Clinico et une autre à l'Hôpital de San Pablo. Au cours de cette dernière on présenta un document signé par 600 personnes en solidarité avec la lutte du personnel de la Sécurité Sociale.

À la mi-Janvier les arrêts de travail et la lutte continuaient.

AUTRES LUTTES OUVRIERES

Rubi (Barcelone). À la fin décembre, la direction de l'Entreprise VICENTE CAMPOS qui emploie quelques 250 travailleurs, décida de la fermer pour procéder à sa fusion avec UNIDAD HERMETICA de Sabadell, à la suite de quoi tout le personnel va se trouver en chômage forcé. Face à cela l'Opposition Syndicale Ouvrière (O.S.O.) de l'usine et l'O.S.O. de la commune de Valles lancèrent une campagne de solidarité au moyen de tracts appelant à des arrêts de travail dans les autres usines. Parmi les entreprises qui ont suivi ce mouvement, on peut noter MOTORES CLARES de Sabadell (qui était liée à VICENTE CAMPOS) et UNIDAD HERMETICA, la première pendant 3 jours et la seconde pendant 1 jour.

Barcelone. - 4 Janvier. - Toujours en arrêt de travail les travailleurs de l'entreprise TORRELLERA MATA S.A. de Cornellà de Llobregat. La grève des 249 ouvriers de cette entreprise a commencé le 16 Décembre au moment de la détention d'un d'eux. La direction renvoya la totalité du personnel mais ensuite tous furent réadmis sauf 18. Et c'est pour quoi la lutte continue.

Barcelone, 5 Janvier. - Après plusieurs jours de grève les travailleurs de CUMBRE S.A. ont repris le travail. La lutte a commencé en Décembre à propos de la Convention Collective. La Direction avait renvoyé 137 ouvriers et tente un procès contre 249 autres, mais les renvoyés ont été réadmis dans leur totalité.

Tarrasa, 5 Janvier. - Depuis quelques jours et à la suite de la rénovation de la Convention Collective, les 200 et quelques ouvriers de l'Entreprise TALLERES SEDAGUT sont en train de mener une dure lutte pour imposer leurs revendications. Deux contre-attaques venues du patronat et fascistes notoires ont déjà été punies pour leur poli-



tique anti-ouvrière. L'un a reçu une correction et en a volé à l'autre à son domicile 30.000 pts. puis, pour protester contre les détentions répétées d'un ouvrier par la police, il y a eu hier, 4 Janvier, des arrêts de travail généralisés.

La Coruña, 7 Janvier.- Hier, dans le port, se sont produits des chocs entre des marins et la Garde Civile qui accompagnait un fonctionnaire qui venait d'enlever un filet mis à sécher, sous prétexte que ce n'était pas réglementaire.

Puertollano (Ciudad Real), 11 Janvier.- Depuis le 4, étaient en grève les 118 travailleurs de l'entreprise MONTAJES BASAURI qui effectuaient des travaux d'agrandissement dans l'entreprise CALATRAVA de cette localité. La raison en était des revendications de type salarial et la grève a duré jusqu'au 10 Janvier.

Esplugas de Llobregat (Barcelone), 13 Janvier.- Tout de suite après le renouvellement de la Convention Collective de l'entreprise CORNERO S.A., les 1400 ouvriers qui composent le personnel firent le 5 un arrêt de travail partiel de 2 heures pour impressionner la direction qui n'acceptait pas leurs revendications. Durant les jours suivants, ils ont maintenu des rythmes de travail lents (ce qu'ils faisaient depuis le 11 Décembre). Le lundi 8, la direction renvoya 9 ouvriers (dont 4 délégués syndicaux). Immédiatement, la grève totale se déclencha, les travailleurs se concentrant à la sortie de l'usine. La police est intervenue pour les disperser. A la mi-Janvier la lutte continue.

El Ferrol, 14 Janvier.- Le désaccord existant entre la direction de l'usine ASTANO de cette ville et les travailleurs (6.000) de cette même entreprise, à propos de la Convention Collective en discussion puisque les ouvriers exigent une augmentation globale de 600 millions par an face aux 360 millions proposés par la direction, a provoqué le 12 Janvier dernier un arrêt de travail général de 3 heures, après que les ouvriers aient appris que la Convention avait été signée sans leur accord.

Le jour suivant, la grève continua et il y eut une manifestation à l'intérieur de l'usine de plusieurs manifestations de travailleurs qui chahutèrent les délégués du syndicat vertical fasciste devant les locaux des "comités d'entreprise". Le 25, plus de 3.000 ouvriers cessèrent à nouveau le travail pour obtenir satisfaction à leurs revendications.

Grenade, 14 Janvier.- Après avoir été 6 mois en chômage forcé et réintégrés à leurs postes depuis le 8 Janvier, 12 travailleurs de l'entreprise CEMENTOS ALBA ont été renvoyés avec l'autorisation de la Délégation Provinciale du Travail. Les travailleurs renvoyés travaillaient dans l'entreprise depuis plus de 25 ans.

=====
LUTTES POPULAIRES=LUTTES POPULAIRES=LUTTES POPULAIRES=LUTTES POPULAIRES=LUTTES PO
=====

LA COMPAGNIE CATALANA DE GAZ CONTINUE A SEMER LA PAIQUET CHEZ LE PEUPLE DE BARCELONA.-

Barcelone, 24 Janvier.- Le 11 de ce mois, une nouvelle explosion de gaz naturel survenue 69 rue Confortes Sans Bernet a causé la mort de Maria Capmany Molins, âgée de 61 ans, et blessé 8 autres personnes à des degrés divers. Avec cette mort le nombre de victimes causées par les explosions s'élève à 33 et celui des blessés à une centaine. Deux maisons ont été entièrement détruites et 5 autres menacent de s'effondrer.

Continuant systématiquement sa campagne de dénonciation le comité pro-FRAF de Barcelone a réalisé les actions suivantes:

- le 5 Janvier distribution de centaines de tracts au marché de Sanst; le 6, des membres du Front rencontrèrent les habitants touchés par les explosions précédentes et distribuèrent de nombreux tracts et le journal "ACTION", porte-parole du Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote. Dans les tracts ils appelaient le peuple à manifester son mécontentement contre la compagnie criminelle. Les habitants du quartier discutèrent le tract avec eux et manifestèrent leur indignation par des commentaires du style: "il faudrait davantage d'explosions, mais pour les patrons de la compagnie Catalane de Gaz".

- le 13, après l'explosion, des groupes de cette organisation distribuèrent à la main 300 tracts sur le Paseo de Miragall, près du quartier de Hostes. En même temps ils peignaient sur les murs les mots d'ordre suivants: "Plus d'explosion!



"Ni Franco, ni yankees, ni roi!

- Le 14 la même organisation dénonçait par des tracts ces assassinats délibérés du gouvernement yankee-franquiste et appelaient le peuple à manifester son désaccord le lundi 15 à 8 h.30, rue Tajo (quartier de Horta, en face des bureaux de la Compagnie); il y eut aussi des distributions de tracts à l'entrée du metro Horta et rue Tajo et Paceo Ibiza.

- Le 15, distributions de tracts dans la zone Nord et des rues à la sortie des cinémas, des magasins et des bars; en même temps mots d'ordre sur les murs pour dénoncer la négligence criminelle de la Compagnie Catalane de Gaz et appel à la manifestation. Le même jour, distribution dans les usines, les facultés et les metros. - A 8 h.15 du soir plusieurs centaines de personnes vinrent manifester en face de la compagnie et aux alentours. La police armée et casquée dispersa les manifestants - qui se regroupèrent à d'autres endroits. Le 14, de nombreuses personnes assistèrent à l'enterrement de la victime et c'est par centaines qu'elles accompagnèrent le corps jusqu'au cimetière. Ensuite elles allèrent manifester jusqu'aux bureaux de la compagnie Catalane de Gaz. Des groupes de personnes s'unissaient en route et le nombre atteignit à peu près 500. Arrivés devant l'immeuble de la compagnie ils commencèrent à crier: "Gaz naturel, non!" A la dernière minute nous apprenons que le lundi 23 qu'à l'appel de plusieurs organisations de nombreuses personnes manifestèrent devant la Compagnie Catalane de Gaz, avenue de la Porte de l'Ange et aux alentours. Les forces répressives se déployèrent en grand nombre pour protéger la compagnie des manifestants indignés.

D'autre part à ce jour, plus de 5.000 abonnés se sont retirés du service de gaz naturel, ce qui les met dans la difficile situation de se voir privés de 2 services, gaz de ville et gaz naturel et les prive actuellement d'eau chaude, de cuisinière et de chauffage.

LA GRANDE LUTTE DE MASSES DE PÊCHEURS DE COQUILLAGES DE LA RIA DE VIGO

Les pêcheurs de coquillages de la péninsule galicienne de Morrazo (Vigo) mènent à bien une lutte tenace pour défendre leurs intérêts contre les plans oligarchiques du gouvernement franquiste. Un premier défilé se produisit sur les plages de Rio-Aldán, comme nous l'avons déjà signalé (APEP, 1er Décembre 1972), pour protester contre la concession d'une réserve particulière d'élevage de clovisses et d'huites accordée par le gouvernement à la firme Ribas. De 9 h. du matin -complètement d'information- jusqu'à midi, le 28 Novembre les cloches de St. Bartolomé de Aldán sonnèrent pour appeler tous les habitants de Aldán, Donos, Linens, Vilanova, Vilariño et Vintens. Des milliers de pêcheurs de coquillages des 6 paroisses limitrophes se rassemblèrent sur les plages. Beaucoup arrivèrent armés de batons, de faux et d'autres objets; les bouées qui délimitaient le vivier furent détruites. La Garde Civile appela en renfort celle des environs, en plus de la Police de Vigo et de Pontevedra. Cela n'empêcha pas, malgré les affrontements, la totale destruction des laboratoires "Biomar", spécialisés dans la recherche sur les huitres et les clovisses. Nous savons aujourd'hui que l'entreprise Ribas vient de refuser l'exploitation de la plage, renonçant ainsi aux bénéfices privés que lui offrait le plan sur les coquillages. Les pêcheurs ont célébré leur victoire sur la plage.

L'UNION POPULAIRE DES PAYSANS (U.P.C.) DÉFEND L'INTERET DES PAYSANS.

Tarragone. L'U.P.C. de la région de Tarragone a entrepris une campagne de dénonciation des manoeuvres des "confréries" fascistes pour clouer les esprits irrités des paysans. Près de 4.000 tracts furent distribués à Vilaplana, Aleixa, Alforja, Borjas del Campo, Riudoms, Valls, Rourell, Vilallonga et Morell, appelant les paysans à s'organiser pour leurs revendications, pour renverser le yankee-franquisme.

LE PCE(ML) LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES

Motril (Granade). - A la suite des dernières inondations subies par les différentes zones de bidonvilles, le comité local du Parti Communiste espagnol (m-l) distribua massivement des tracts dans les quartiers affectés.

Le tract dénonçait les misérables conditions de vie de ces familles et exigeait la reprise des travaux des 144 logements promis par la Mairie et perdus depuis plus de trois ans.

La distribution eut lieu dans les différents quartiers touchés: el Barriano, las Monjas, el Cerrillo de Jaime et d'autres.



Les gens accueillirent avec bienveillance le tract et les commentèrent dans la joie. On vit même quelques personnes en ramasser par terre et les mettre dans leurs poches pour les redistribuer et les commenter avec leurs amis.

Le PCE(ML) appelait les intéressés à assaillir la Mairie et les maisons vides et à s'y installer jusqu'à ce que le conseil municipal ait récollé leurs problèmes.

Ayant peur de ce que les gens suivent les consignes du Parti le maire Escribano fit envoyer un grand nombre de gardes civils qui patrouillèrent le quartier sans discontinuer.

Quelques jours plus tard les travaux reprenaient pour les 144 logements et on nettoyait les zones endommagées.

UNIVERSITE = UNIVERSITE = UNIVERSITE = UNIVERSITE = UNIVERSITE = UNIVERSITE = UNIVERSITE

Les universitaires madrilènes contre la brutale augmentation des prix dans les autobus et les restaurants universitaires.

Madrid, 23 Décembre.- A l'annonce de l'augmentation du prix des autobus de 4 à 10 pts (15%) et des restaurants universitaires de 27 à 37 pts (40%) les universitaires ont montré leur indignation en réalisant quelques actes de protestation:

- le 8 dans l'après-midi ils occupèrent les autobus sans payer et pendant le trajet ils crièrent pour protester contre l'augmentation;
- le 9 au matin, plus de 300 étudiants de la faculté de droit, s'approchèrent des autobus pour les occuper à nouveau; un grand nombre de membres de la Police Armée et de la Brigade Felitico-Sociale essayèrent de les en empêcher, ce qui provoqua plusieurs étudiants furent arrêtés et de nombreuses cartes d'identité relevées.

Pendant ce temps, les professeurs et les étudiants de la dite Université continuent la grève commencé avant les vacances. Le même jour, à l'Université Autonome, il y eut de nombreux affrontements sur le "campus" entre les forces répressives et les étudiants. Pour protester également des centaines d'universitaires rentrèrent à Madrid, ou en auto-stop (il y a 12 Km.); les protestations augmentèrent de jour en jour et les facultés sont presque vides. Pendant ce temps les "chocs" entre policiers et manifestants continuent. Les élèves de l'Université Autonome ont décidé de boycotter entièrement les autobus devant cette augmentation inattendue. A la faculté de Droit de cette même université les élèves ont commencé une grève de quatre jours pour protester contre l'augmentation et contre l'arrestation de plusieurs de leurs camarades.

La même décision a été adoptée le 14 par leurs camarades des Facultés de Lettres Sciences Economiques et Sciences Physiques de l'Université autonome de Madrid.

Le 16 les étudiants de l'Autonome, en majorité, rentraient toujours à Madrid par divers moyens, malgré la pluie.

En réponse à ces luttes de l'Université Autonome le Rectorat a ouvert 26 enquêtes sur certains étudiants en Sciences, Lettres et Sciences Economiques. Le rectorat de l'Université a justifié l'augmentation des prix par le fait que le Ministère de l'Education et des Sciences ne reçoit pas de subventions spéciales.

Devant cette nouvelle mesure répressive les étudiants continuent leur lutte contre les augmentations et contre les enquêtes citées (le 22).

Barcelone. Une Assemblée se réunit à la Faculté de Droit contre la repression yankee-franquiste et à la fin environ 1.000 étudiants sortent pour manifester. Dans l'après-midi, un groupe du PCE(ML), d'étudiants anarchistes et de FUDE peignirent sur les murs: "A bas la repression fasciste", "Liberté pour les étudiants arrêtés ces derniers jours", "A bas le reformisme".

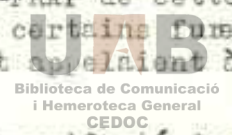
22, Décembre.- La faculté de Sciences Economiques du Pedralves était fermée jusqu'au 29 à cause de l'arrestation de l'écrivain Alfonso Carlos Comin, les étudiants de cette faculté ont manifesté avec indignation. Certains d'entre eux assailli le decanat et le département de Structure Economique.

Récemment les universitaires de Barcelone ont lutté pendant plusieurs jours contre l'augmentation du prix des restaurants universitaires.

AUTRES LUTTES POLI. ULAIRES

Sta. Coloma de Gramenet (Barcelone), 30 Decembre.- Le comité pro-FRAP de cette zone lance 500 tracts dans les quartiers d'Arrabal et Santa Rosa; ils sont distribués de la main à la main; ils dénonçaient le manque d'écoles et appelaient à lutter pour pallier ce besoin.

Hospitalet (Barcelone).- 30 Decembre.- Quelques 700 personnes ont manifesté devant le problème aigu du manque d'écoles.



Gerone.-- Des maitresses de maison ont décidé de ne pas payer leur relevés d'eau tant que les problèmes des irrégularités de ce service n'est pas résolu; elles attendent également les explications de la compagnie.

Bilbao.-- 31 Décembre.-- Un groupe de personnes a lancé une bouteille de liquide inflammable contre la succursale d'une banque, rue Portal de Zanubio, ce qui a gravement endommagé la façade.

Barcelone. 22 Décembre.-- Devant l'augmentation du métro, le comité pro-FRAP de Barcelone a distribué plusieurs milliers de tracts appelant au boycott. Le 23 (jour de l'augmentation) il y eut une panne sur la ligne V à la station Diagonal et les masses continuèrent à manifester leur indignation en réclamant le remboursement des billets; pendant quelques minutes un grand nombre de personnes entra sans payer. Le 27, à nouveau: distribution de tracts appelant au boycott. Peintures sur les murs de plusieurs quartiers.

Saint Sebastien.-- Le 8 Janvier à l'aube plusieurs personnes non identifiées, à bord d'un véhicule en marche, tirèrent à plusieurs reprises contre l'immeuble du gouvernement civil de Guipuzcoa. La garde nocturne du gouvernement répondit à ces coups mais on ignore les détails, pour le moment.

=====

IMPERIALISME YANKEE ET DICTATURE FRANQUISTE-IMPERIALISME YANKEE ET DICTATURE FRANQUISTE

=====

Les bénéficiaires de la CHRYSLER HISPANIA

L'entreprise Chrysler Hispania a vécu en 1972 une année "franchement optimiste" d'après les informations industrielles et financières fournies par la direction. La Chrysler Hispania (ex-Berroiros) dont le capital de 5.845 millions de pts. appartient pour 97,5% à la Chrysler International (APEP 1-I-73) a enregistré par rapport à 1971 les augmentations de production suivantes:

- tourisme	59.270 unités par rapport à 29.400 en 1971	(102%)
- véhicules de commerce	4.772 " " 3.306 " "	(44%)
- tracteurs	3.885 " " 2.709 " "	(46%)

Quant aux ventes, exportations incluses:


- vente de 58.912 véhicules de tourisme par rapport à 35.000 en 1971	(52%)
- " 3.882 tracteurs, par rapport à 2.747 en 1971.	

En même temps des changements importants se sont produits dans la direction de l'entreprise américaine en Espagne. Le vice président de Chrysler International, John W. Day devint le directeur gerant de Chrysler Hispania, tandis que Franklin M. Roger qui occupait jusqu'alors ce poste à Madrid a été nommé président de la Chrysler France. Le nouveau directeur de la Chrysler Hispania avait auparavant occupé ce poste dans la Chrysler Corporation (Brésil) et dans la Chrysler Feire (Argentine).

Prêt nord-américain à la compagnie aérienne Spantax

La banque nord-américaine d'exportation et d'importation (Eximbank) annonce le 4 Janvier qu'elle accordait un prêt de 2.250.000 dollars à la compagnie aérienne de vols "charters" Spantax. Le prêt aidera à financer l'achat d'un avion DC-8F. En outre l'Eximbank a offert une garantie financière de 2.850.000 dollars sur un prêt qu'accordera la First National City Bank à Spantax pour financer la moitié du coût de l'avion.

Intégration de SCHMIDER-OPIS et ZARDOYA

Dans la ligne fixée par le Ministère franquiste d'Industrie pour la concentration des entreprises, 2 firmes d'avant-garde sur le marché des transporteurs ont souscrit un contrat d'intégration financière, en fusionnant. Il s'agit de Schmider-Opis et Zardoya. 

à 100% de l'entreprise yankee bien connue OTIS, et du groupe ZARDOYA, de l'oligarchie franquiste. Avec la fusion de ces 2 entreprises se forme une unité économique à dimension européenne et rares sont les firmes du continent qui atteignent dans cette branche, leur niveau de production.

Solidarité avec le peuple vietnamien

Barcelone, 28-12-72.- Le samedi 23, le comité pro-FRAP de Catalogne a effectué à Barcelone une action de commando contre l'imperialisme yankee, en solidarité avec le peuple vietnamien. Le commando coupa la circulation sur la voie Augusta en face de l'Institut Américain y lança plusieurs cocktails Molotov, distribua des tracts et brula un drapeau yankee. Débordés les policiers qui protégeaient l'edifice yankee, durent se réfugier à l'intérieur.

Des militants du PCE(ML) attaquent une petite caserne yankee à Barcelone.

Barcelone, 5-1-73. Un groupe du PCE(ML) attaque la petite caserne de la VI Flotte des Forces d'occupation de l'imperialisme yankee à Barcelone (Atarazanas). Plusieurs soldats yankees et un policier franquiste furent blessés pendant l'attaque.

Autres attentats anti-américains

Madrid, 12-1-73. Vers 8 h. 30 du soir hier, à hauteur du n° 219 de la rue Arturo Soria un véhicule occupé par la nord-américaine Rita Ball commença à brûler après une explosion et fut complètement détruit. Sur la voiture et autour on lisait des slogans contre l'imperialisme yankee. D'autres véhicules yankees ont subi des attaques identiques.

=====

CONDITIONS DE VIE- CONDITIONS DE VIE = CONDITIONS DE VIE =CONDITIONS DE VIE =CONDITIO-

=====

Le coût de la vie continue à augmenter

Le coût de la vie qui avait déjà subi en 1971 une hausse générale de 9,7% et de 12,5% sur les produits alimentaires (APEP 1-Oct.-72) a augmenté de façon excessive en 1972. On évalue actuellement à 25% l'augmentation réelle des prix. D'un autre côté, les informations fournies par la OCDE (Organisation Européenne de Coopération et de Développement considèrent l'Espagne comme le pays où l'inflation est la plus élevée: 12,3% par rapport à la moyenne européenne de 9,6%.

Parmi les dernières augmentations remarquables on trouve: le raisin qui est passé de 50 à 200 pts le kg.; la viande de mouton, le poisson, les oeufs et les légumes; les transports urbain dans différentes villes de province. (Pas d'augmentations à Madrid et à Barcelone pour le moment, car les tarifs y dépassent les chiffres maxima établis).

Parmi les hausses prévues, dont certaines sont déjà annoncées, on trouve: l'électricité, avec une hausse de 5% à partir du 1er Mai prochain; l'augmentation d'environ 31,8% sur le tabac; celle du vin qui se répercutera à tous les niveaux.

Les provisions pour 1973 parlent d'une hausse des prix croissante "inévitable vu le rythme de la croissance économique" selon la revue franquiste "Information Commerciale espagnole".

Evacuation forcée

Barcelone, Janvier.- A la suite des travaux souterrains pour prolonger les lignes du métro dans les rues San Bruiya et Juan Güell, plusieurs maisons qui menaçaient de s'effondrer ont été évacuées. Les habitants touchés, se retrouvant à la rue, réclament une indemnité d'une valeur de 20 millions de pts. au Ministère des Travaux Publics. Devant cette réclamation le Ministère franquiste juge nécessaire d'ouvrir une enquête technique pour savoir s'il y avait des raisons d'évacuer les appartements. L'avis de l'architecte est en l'étude".

Zaragoza le "Lerzac" espagnol

Zaragoza, 14-I-73.-- Le Ministère de l'Armée a confirmé l'agrandissement du champ de manoeuvres de Saint Gregorio dans cette ville. De modestes paysans vont être expulsés de leurs terres pour permettre l'expansion de l'Armée et la création d'un vaste complexe militaire. Un mouvement de protestation commence à apparaître, pour le moment au niveau des corporations municipales des 8 villages touchés, du Collège d'Architectes etc. Le Ministère de l'Armée craint autre chose et coupe court aux commentaires que "l'on doit attribuer uniquement au désir de semer la confusion dans l'opinion publique et de créer de difficultés dans les plans d'enseignement de l'armée qui touche si directement la défense nationale" A ce sujet, on se souvient qu'en France le 26 Décembre, Pompidou déclarait "d'utilité publique" l'acquisition dans la zone du Lerzac de près de 14.000 hectares, ce qui suppose l'expulsion de 520 paysans. Pour protester et faire connaître leur combat les paysans du Lerzac ont entrepris une "longue marche" en tracteurs vers Paris, interrompue à la fin par la police.

Deux maisons s'effondrent à Mataro

Mataro, 6-I-73. Un mort et deux blessés voilà le bilan tragique de l'effondrement des immeubles des n° 9 et 11 de la rue Barcelone de cette ville. Pour le moment on ignore les causes et l'identité des victimes; l'une d'elles est une femme âgée qui est morte et les deux autres un enfant de cinq ans et un ouvrier du bâtiment. Dans l'immeuble n° 9 avaient lieu des travaux qui ont apparemment cédé et entraîné dans leur chute l'immeuble voisin. On craint qu'il y ait d'autres victimes sous les décombres.

=====

ACTUALITE POLITIQUE=ACTUALITE POLITIQUE=ACTUALITE POLITIQUE=ACTUALITE POLITIQUE=ACTUA-

LE PCE(ML) CELEBRE LE VIIIème ANNIVERSAIRE DE SA RECONSTITUTION, CATALOGNE.

Avec une campagne d'actions diverses de propagande et d'agitation l'organisation catalane du PCE(ML) a célébré le VIIIème anniversaire de la reconstitution du Parti. La propagande distribuée et expliquée avait pour thème central la lutte infatigable menée par ce dernier depuis 8 ans contre l'oligarchie et l'imperialisme yankee, contre le revisionisme moderne et la trahison carrilliste, pour la République Démocratique Populaire et Fédérative. Les zones ouvrières et populaires de Barcelone et leurs grands voisins comme SEAT, VNAGUARD, JOSA y ROSELSON, furent les principaux centres d'agitation et de divulgation de l'événement.

Hors de Barcelone, on connaît des détails sur la même campagne intensive dans les points suivants en Catalogne: quartiers de Sta. Eulàlia, Tecla Sala, Las Planas, la Florida et Collbanchizone de Sagrada Família, Horta, Virrey Amat et Fabra et Ruig; quartiers de Almeida et Satellite à Cornellà; gares de satellite et Can Serra, métro San Ramon, quartier de San Feliu à Hospitalet; Igualada et Sta. Coloma.

SEANCE PLENIERE DU COMITE PRO-FRAP DE CATALOGNE

Le 25 Décembre dernier fut célébré la IIIème séance plénière du comité pro-FRAP de Catalogne. A la réunion assistèrent des représentants de ses organisations et des délégués de diverses localités et régions, comme Barcelone, Valles, Igualada, Rous... Au cours de la réunion, on traite entre d'autres thèmes, les suivantes: analyse de la situation actuelle; conception du FRAP comme ample mobilisation politique des masses à partir de problèmes concrets; nécessité de créer les conditions de sa proclamation immédiate; campagne antimonarchique, comme devoir politique fondamental des comités pro-FRAP; cherté de la vie et début d'une grande campagne de masses contre elle. Une résolution politique recueillant toutes les discussions sera bientôt diffusée dans toute la Catalogne.
